



GREGOR DOBLER

LES ÉLECTIONS EN NAMIBIE DE NOVEMBRE 2004*

LORS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES DE NOVEMBRE 2004 EN NAMIBIE, LA SWAPO A REMPORTÉ LES TROIS QUARTS DES SIÈGES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET S. NUJOMA, LE PRÉSIDENT SORTANT, A CÉDÉ LA PLACE AU CANDIDAT QU'IL PRIVILÉGIAIT, H. POHAMBА. EN RAISON DE LA DOMINATION POLITIQUE ÉCRASANTE DE LA SWAPO, LA GUERRE DE SUCCESSION ENTRE OPPOSANTS ET PARTISANS DE NUJOMA AU SEIN DU PARTI FUT PLUS ACHARNÉE QUE LES CAMPAGNES ÉLECTORALES ELLES-MÊMES. CET ARTICLE ANALYSE LES SOURCES DU RÔLE DOMINANT DE LA SWAPO ET LES PROBLÈMES QUI EN RÉSULTENT.

Durant l'année 2004, trois élections jugées libres et démocratiques ont eu lieu en Afrique australe, dont la particularité est que les présidents sortants, après de longues années d'exercice, ont été remplacés par leurs successeurs désignés : leurs partis respectifs se sont donc maintenus au pouvoir. Au Malawi, Bingu Wa Mutharika a succédé au président Bakili Muluzi ; au Mozambique, Armando Guebuza a pris la place du président sortant Joaquim Chissano ; en Namibie, si la Swapo (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a une fois de plus gagné les élections présidentielle et législatives des 14 et 15 novembre 2004, et ce avec un avantage accru, le président Sam Nujoma, au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1990, a été remplacé par un fidèle allié, Hifikepunye Pohamba. Ce dernier a remporté 76,4 % des voix au cours d'une élection à laquelle 84,4 % des inscrits ont participé.

Si cette victoire n'a surpris aucun Namibien, les circonstances du scrutin, en revanche, ont été hautes en couleur – depuis les affrontements au sein même de la Swapo, qui ont jeté une ombre sur la désignation de Pohamba comme candidat du parti à la présidentielle en mai 2004, jusqu'à la décision de la Cour suprême, en mars 2005, de procéder à un nouveau décompte des voix suite aux protestations de l'opposition. La Namibie a montré, une fois de plus, qu'elle était une « démocratie à parti unique » et les problèmes apparus lors des élections reflètent les avantages et les dangers que représente une telle situation.

L'APRÈS-NUJOMA

Dès le début des années 1960, la Swapo, présidée par Sam Nujoma, s'est opposée au gouvernement d'apartheid sud-africain. Après l'indépendance, si elle s'est reconvertie en parti politique, elle a tout de même conservé

l'allure d'un mouvement de libération. De 1990 à 2004, la Swapo a remporté toutes les élections avec des marges de plus en plus larges. Contrairement à son modèle et ami Robert Mugabe, président du Zimbabwe, Sam Nujoma a presque toujours respecté les règles constitutionnelles namibiennes. Au cours des dernières années toutefois, corruption, favoritisme et intolérance politique ont progressivement gagné le pouvoir.

Même sans la candidature de Nujoma, la Swapo était assurée de remporter les élections de novembre 2004, avec une majorité de deux tiers des votes au moins. Quant à l'opposition, déjà découragée par cette victoire annoncée, elle ne parvenait pas à résorber ses dissensions internes et à jouer la carte de l'union. Après l'indépendance, l'Alliance démocratique de Turnhalle (DTA), qui, à l'époque de l'apartheid, regroupait les mouvements politiques d'opposition légaux, fut la seule à endosser le rôle d'opposition officielle. En 1999 émergeait à ses côtés le Congrès des démocrates (CoD), un parti formé par des cadres déçus de la Swapo, qui obtint plus de suffrages que la DTA lors des élections de 1999. En 2003, le Parti républicain (RP) et, en 2004, l'Organisation démocratique de l'unité nationale (Nudo) naissaient, résultat d'une scission de la DTA. Ces deux partis sont régis par des intérêts d'ordre ethnique : le premier représente le parti de la jeunesse blanche ; le second, le parti des Herero. Le président de la Nudo, et candidat à la présidentielle, est le « Paramount Chief » des Herero, Kuiuama Riruako.

Si les partis affirment leurs différences identitaires, leurs programmes respectifs, quant à eux, se rapprochent en réalité de ceux des grandes formations politiques, et la création d'une coalition pourrait tout à fait

s'envisager entre les différentes forces de l'opposition¹. Le fait qu'ils ne trouvent pas de terrain d'entente renforce donc l'hégémonie politique de la Swapo, déjà écrasante. Quoi qu'il en soit, même s'ils s'accordaient sur un candidat unique, les partis d'opposition ne parviendraient pas à battre le parti au pouvoir. C'est pourquoi l'action des dirigeants des différents partis consiste plutôt à renforcer leurs positions et à participer au pouvoir ou à en tirer quelque bénéfice.

Le CoD, en tant que principal parti d'opposition créé par des personnalités qui ont été longtemps proches du gouvernement Nujoma, s'est tenu à l'écart des jeux de l'Alliance. Parmi ses figures les plus importantes, on trouve Ben Ulenga et Nora Schimming-Chase. Le premier est un ancien prisonnier de Robben Island et un ancien combattant de l'Armée populaire de libération de la Namibie (Plan) ; il fut, pendant les années 1990, ambassadeur de la Namibie à Londres. Le second a longtemps été membre de l'Union nationale de l'Afrique du Sud-Ouest (Swanu) et ambassadeur en Allemagne. Le CoD, dont les militants sont principalement des jeunes et des intellectuels urbains, a fait campagne en critiquant la Swapo, lui reprochant notamment de favoriser la corruption, le népotisme et le tribalisme. Cependant, malgré ses vives critiques adressées au gouvernement, le programme du CoD diffère peu de celui de la Swapo.

Comme aucun des partis d'opposition n'avait la moindre chance d'obtenir le fauteuil présidentiel, le choix du candidat de la Swapo allait forcément être déterminant. Pour la première fois, ce choix s'est fait par une élection libre. Le Comité central de la Swapo décida, le 3 avril 2004, que le candidat serait



choisi par les délégués du parti au cours d'une session extraordinaire, les 28 et 29 mai. Au même moment, les noms des trois candidats étaient annoncés : Nahas Angula, Hidipo Hamutenya et Hifikepunye Pohamba.

Le choix d'Angula provoqua l'étonnement général. Malgré ses 60 ans, il était le plus jeune des trois candidats et l'un des principaux porte-parole de la gauche intellectuelle et panafricaine de l'organisation. Ce professeur, responsable de la politique d'éducation de la Swapo durant son exil, fut l'un des inspirateurs du nouveau système scolaire namibien. Ministre de l'Éducation de 1990 à 1995, il est, depuis 1995, ministre de l'Enseignement supérieur. Très apprécié au sein du parti, considéré comme l'un des meilleurs orateurs de la Swapo, il faisait figure d'*outsider* dans la course à la candidature, et si, pour certains, son franc-parler suscitait l'admiration, pour d'autres il s'agissait d'un manque patent de diplomatie.

Hidipo Hamutenya, de son côté, s'est préparé pendant des années à cette succession et tenait lieu de candidat des déçus de l'ère Nujoma. Né en 1939, il a étudié à Dar es-Salaam en Tanzanie, aux États-Unis et au Canada dès les premières années de son exil². Avant l'indépendance, il fut l'idéologue en chef de l'aile gauche de la Swapo et le principal artisan du Programme socialiste de 1976. De 1981 à 1985 il occupa le poste de secrétaire à l'Information de la Swapo et, plus tard, devint directeur suppléant de l'Institut namibien des Nations unies. Après l'indépendance, il fut ministre de l'Information puis, en 1993, ministre du Commerce et de l'Industrie, portefeuille qui lui permit d'encourager l'investissement direct étranger et de s'opposer aux interventions de l'État dans l'économie.

Ainsi, lorsqu'en 2002 Nujoma limogea Hage Geingob du poste de ministre des Affaires étrangères – celui-ci le critiquait ouvertement dans l'optique de lui succéder un jour –, il le remplaça par Hidipo Hamutenya.

Le choix personnel de Nujoma pour lui succéder était Hifikepunye Pohamba. Né en 1935, il est l'un des membres fondateurs de la Swapo et, comme les deux précédents candidats, il a consacré sa vie au mouvement. Il a toujours occupé des fonctions de premier plan dans la Swapo, sans pour autant s'imposer comme son principal intellectuel ou son grand stratège. En 1961, il dut d'exiler mais, l'année suivante, il regagna clandestinement le territoire namibien pour restructurer l'organisation. Après un séjour en prison et une mise en résidence surveillée, il partit de nouveau à l'étranger avant de rentrer au pays en 1966 avec Nujoma, contrecarrant ainsi l'affirmation des autorités sud-africaines selon laquelle la Swapo avait fait le choix volontaire de l'exil. C'est de cette époque que datent l'amitié et la haute estime réciproque dans laquelle se tiennent Nujoma et Pohamba. Ce dernier devint secrétaire aux Finances de la Swapo en 1977 et, à partir de 1982, dirigea le bureau de l'organisation à Luanda, en Angola. Depuis l'indépendance de la Namibie, Pohamba a eu en charge plusieurs portefeuilles ministériels – successivement ministre de l'Intérieur, de la Pêche, ministre chargé des Affaires foncières et, de 1998 à 2000, ministre sans portefeuille. Il géra chacun de ses ministères avec beaucoup de sérieux et de tact, sans y apposer pour autant sa propre marque.

Ainsi le profil des trois candidats à la présidentielle est-il quasiment le même. Tous se sont formés politiquement dans l'exil. Fonctionnaires de la Swapo de longue date, ils ont

été ministres dans le gouvernement de Nujoma. Hamutenya, Pohamba et Nujoma se connaissent depuis 1962, lorsqu'ils organisaient la Swapo à Dar es-Salaam. Si l'on note quelques divergences entre leurs opinions politiques, ce qui les distingue surtout, ce sont leur personnalité et leur style. Comme Nujoma, Pohamba fait figure de patriarche plus influencé par ses idées morales que par des réflexions théoriques. Beaucoup de Namibiens, politiciens de la Swapo inclus, le jugent certes moins habile, mais moins intéressé par le pouvoir que Nujoma.

Hidipo Hamutenya, en revanche, est considéré comme un politicien plus « moderne », faisant preuve de flexibilité et d'une meilleure capacité d'adaptation. Proche des milieux d'affaires et des diplomates internationaux, il est par contre assez éloigné de la population rurale du Nord. Cependant, il est parvenu à obtenir et le soutien des hommes d'affaires et celui des syndicalistes, qui reprochent à Nujoma et Pohamba d'être trop traditionalistes.

Les mois d'avril et de mars 2004 ont connu une pléthore de spéculations et une campagne électorale non officielle. Les figures clés du parti restèrent discrètes quant au candidat de leur choix, au contraire de Nujoma qui affirma sans détour que Pohamba était son candidat favori. Plus la fin mai approchait, plus l'indécision du parti se faisait sentir entre Pohamba et Hamutenya, et plus la position de Nujoma se précisait. Les « agents de l'impérialisme » que Nujoma fustigeait dans ses discours étaient une référence à peine voilée à Hamutenya ; parallèlement, des courriels anonymes diffamant Hamutenya et ses partisans – probablement le fait de certains milieux du parti – circulaient. Cependant, le signal le plus fort fut lancé quelques jours avant la

convention du parti, lorsque Nujoma démit Hamutenya de son portefeuille ministériel, montrant ainsi qu'une candidature de ce dernier à l'élection présidentielle aurait pour principal adversaire le président du parti en personne. C'est ce procédé peu amène qui a pourtant décidé de la suite des événements. Au premier tour de scrutin, Pohamba recueillit 213 voix, contre 166 pour Hamutenya et 137 pour Angula. Au second tour, il y eut un report des voix des partisans d'Angula sur Pohamba, de sorte que celui-ci obtint l'investiture de son parti avec 341 voix contre 167 à son adversaire.

Après la désignation de Pohamba, le parti parut vite regretter ce choix ; plusieurs militants de la Swapo se demandaient en effet s'il serait capable d'obtenir le soutien de la base à la manière de Nujoma³. Pourtant, le résultat des élections prouva que les inquiétudes de la Swapo n'étaient pas fondées. Malgré le fait qu'il était jusque-là moins connu que Nujoma, Pohamba recueillit plus de voix lors de l'élection présidentielle que la Swapo au cours des législatives.

Après l'élection du candidat, le parti afficha une unité de façade ; dans les coulisses, en revanche, la lutte se poursuivait. Pohamba n'y prit pas une part active et la plupart des membres de la Swapo pouvaient s'en accommoder. Les protagonistes de chaque camp étaient Nujoma et Hamutenya. C'est finalement lors de la désignation des candidats aux législatives, en octobre, que se joua le dernier acte de la lutte opposant les deux hommes pour la domination de la vie politique namibienne. Peu avant la réunion décisive, Nujoma fit circuler une liste au sein du Comité central, qui recensait les candidats idéaux proposés par la Swapo aux législatives. En première



position se trouvait Hamutenya, suivi de Mosé Tjitendero, le président du Parlement, et d'autres « poids lourds » ayant apporté leur soutien à Hamutenya. Cette liste, dont l'origine à ce jour reste indéterminée (même si l'on croit savoir qu'elle a été établie par les adversaires de Hamutenya), remporta le succès escompté : comme beaucoup d'autres membres y figurant, Hamutenya lui-même et Tjitendero perdirent leur mandat de député.

Cette lutte autour des listes parlementaires est aussi une conséquence de la loi électorale namibienne qui précise que le Parlement est élu à la proportionnelle, sur la base de listes nationales présentées par les partis. Par ailleurs, les élus ne sont pas issus d'une circonscription électorale précise. Jusqu'à présent, ce centralisme, dû à la politique de division du régime de l'apartheid, a éloigné le spectre d'une tribalisation accrue du jeu politique. En même temps, il renforce le pouvoir des partis et entraîne une montée rapide des tensions (pré)électorales au sein même des formations politiques.

LUTTES ÉLECTORALES DANS UN FIEF DE LA SWAPO

Il serait difficile de comprendre les conflits internes de la Swapo sans tenir compte de son histoire. Les jeux de pouvoir au sein des organes de direction du parti sont caractéristiques de tout parti issu d'un mouvement de libération formé en exil. Sa centralisation et le monopole qu'il exerce dans le pays prêtent une grande importance à quelques positions clés, tandis que la fermeture du mouvement sur l'extérieur et la loyauté de ses partisans encouragent les luttes intestines. Ces caractéristiques se retrouvent à la base dans les pratiques de mobilisation populaire de la

Swapo, notamment dans les régions rurales du Nord où la lutte de l'organisation contre le régime de l'apartheid est encore très présente et structure toujours largement la vie politique.

Avant et pendant les élections, je me trouvais à Oshikango, une ville frontalière avec l'Angola dans la région de l'Ohangwena – un fief de la Swapo –, qui correspond pour l'essentiel à la partie namibienne de l'ancien empire kwanyama. Les affrontements entre la guérilla de la Plan et les forces sud-africaines atteignirent ici leur paroxysme, et les populations, qui ont apporté un soutien indéfectible au bras armé de la Swapo, eurent à souffrir de sévères représailles de la part de la Force de défense sud-africaine (SADF). Aujourd'hui, cette guerre semble faire partie du passé. Les habitants d'Oshikango n'en parlent pas et rien dans l'espace public ne la rappelle, les affiches et les peintures murales des premières années de l'indépendance ayant été recouvertes d'affiches publicitaires pour *Castle Lager* ou *Famous Grouse*. Pourtant, sous les entrepôts construits récemment se trouvent encore des obus ou des mines antichars non neutralisés. Au cours de ces huit dernières années, ce poste-frontière isolé avec ses quelques fermes est devenu l'un des centres commerciaux les plus importants de toute la Namibie, Oshikango se situant sur la route qui relie les ports sud-africains à l'Angola. Une grande partie des marchandises destinées à l'Angola par voie terrestre est déchargée ici et revendue en gros. Le volume d'affaires est impressionnant, notamment depuis que les pétrodollars angolais ne sont plus affectés à l'effort de guerre mais à la consommation et à la reconstruction nationale.

La vie politique locale reste marquée par l'expérience de la lutte pour la libération

nationale, ce dont témoigne, par exemple, le déroulement de cette réunion électorale de la Swapo : elle a lieu un samedi après-midi sous le plus grand arbre de la ville, là où se trouvait auparavant la place du marché. De prime abord, la réunion paraît improvisée : ni affiche, ni annonce officielle pour la signaler. Seuls les organisateurs en ont informé leurs connaissances qui, à leur tour, ont averti leur entourage. À 14 heures, l'heure du rendez-vous, il n'y a encore pratiquement personne. Tandis que quelques dignitaires locaux boivent une bière dans un *shebeen*, les premiers curieux s'installent et forment un large demi-cercle autour de chaises récupérées avec un vieux pick-up au siège du Conseil régional. Dans la rue, des voitures pleines de drapeaux et d'affiches de la Swapo sont garées, ce qui attire l'attention des passants. À 14 heures 30, près de 200 personnes sont rassemblées, les principaux participants arrivent et la réunion débute.

Le protocole semble connu de tous. Dans un premier temps, les dignitaires sont présentés un à un. Chacun dit quelques mots et termine avec des slogans auxquels les personnes en présence, des femmes âgées aux jeunes adultes, répondent (« A luta! – Continua! », « Viva Swapo! – Viva! »). Parfois un dignitaire entonne un chant de la guerre de libération que l'assemblée reprend en chœur énergiquement, le poing dressé. Ensuite viennent une prière, prononcée par le pasteur anglican d'une localité voisine, et l'hymne national. Puis, les discours se succèdent durant un peu plus d'une heure. Les orateurs (les dirigeants de la Swapo locale, un ministre venu de Windhoek et originaire d'une ville voisine, le *headman* local) circulent dans l'arène que le public forme et accompagnent leurs discours

de grands gestes et de quelques mimes ; l'assistance est totalement captivée. Les discours sont régulièrement interrompus par des slogans ou des chants. Enfin, la réunion s'achève sur l'hymne national et une dernière prière.

Ce genre de réunion est typique des meetings électoraux namibiens et s'inspire en partie des formes locales de réunion publique, tout en empruntant aux symboles de lutte communiste que la Swapo a développés en exil. Pourtant, les discours prononcés ne cherchent pas nécessairement à convaincre ou à informer l'assemblée. La priorité du parti, ici, n'est pas d'imposer une opinion politique ou d'être un instrument de pouvoir. Cette réunion est avant tout une célébration de l'unité de la communauté, de la patrie spirituelle, et acquiert dès lors une dimension quasi religieuse. Poings levés et slogans, chants et prières renforcent cette impression et doivent se comprendre à travers l'histoire de la guerre de libération nationale et la lutte contre le régime de l'apartheid incarnées alors par la Swapo. Au cours de cette période, beaucoup ont apporté leur soutien aux guérilleros⁴ pour être libérés de l'oppression, risquant d'être torturés ou tués. La mémoire de cette période cimente donc ce sentiment de destinée commune.

Ainsi, pour les populations du nord de la Namibie, la Swapo demeure toujours le parti de la libération nationale, et l'opposition n'a aucune chance face à une communauté aussi soudée. Le CoD a tenté, en vain, de s'inspirer des méthodes du mouvement de Sam Nujoma. Si les slogans, chants, discours et symboles s'apparentent à ceux de la Swapo (la main ouverte levée au lieu du poing levé, « Viva CoD! » au lieu de « Viva Swapo! »), les réunions ne débordent pas d'enthousiasme



et rassemblent beaucoup moins de monde (des jeunes, pour la plupart).

La campagne électorale de la Swapo à Oshikango n'était donc pas axée sur le contenu de son programme, mais bien sur le sentiment d'appartenance à une certaine communauté politique. Ceux qui ne font pas partie de ce paysage politique sont de plus en plus amers et sentent qu'ils ont de moins en moins d'influence, en particulier de nombreux jeunes qui n'étaient pas en âge de participer à la lutte de libération et qui sont dépités face à la position inattaquable de la Swapo. Ils ont tendance à considérer ces meetings comme une mauvaise farce et reprochent aux politiciens de s'enrichir au lieu de créer des emplois. Du coup, nombre d'entre eux, parce qu'ils sont persuadés que les élections ne changeront rien, s'abstiennent de voter. De plus, la Swapo représente à leurs yeux le parti de la génération de leurs parents, le parti des « ex-guérilleros ». Ces derniers occupent aujourd'hui tous les postes clés, estimant qu'ils ne font que récolter les fruits légitimes de leur long combat et que le pouvoir leur revient donc de droit. Un conseiller municipal a résumé, sans ironie aucune, ce sentiment au cours d'une réunion électorale : « L'opposition regroupe les mécontents et veut nous changer en mécontents également. »

Si Oshikango est l'un des fiefs de la Swapo où le facteur identitaire dans la campagne électorale y est plus prononcé qu'ailleurs, à l'échelle nationale, la course aux suffrages entre les différents partis ne se fait pas pour autant à coups de programmes politiques. Les enjeux se situent surtout autour de l'appartenance et du partage du pouvoir entre différents groupes sociaux. Dans les sphères du pouvoir, il était fréquent d'entendre : « Votez pour la main qui vous nourrit. » Dans la perception

populaire, c'est le gouvernement de la Swapo qui paie les retraites, construit les écoles et les routes, et apporte son soutien aux communes. L'opposition, quant à elle, se limite à critiquer les initiatives gouvernementales et essaie d'apparaître comme une possible alternative, sans pour autant s'en prendre à la logique qui se profile derrière ce genre d'appel et qui s'apparente à un système clientéliste. Toutefois, en Namibie, le clientélisme ethnique a une influence très limitée, en raison justement de la position dominante de la Swapo et du système électoral à la proportionnelle.

Sam Nujoma a dominé le parti et le paysage politique pendant quarante-cinq ans, ce qui fait de lui un des vétérans incontestés de la politique africaine. Pour les Namibiens, la Swapo et Sam Nujoma renvoient à la lutte anticoloniale, et l'appartenance à l'organisation, pour beaucoup, représente plus un mode de vie qu'un calcul politique. Ainsi, dans cette démocratie si fortement personnalisée, les élections de 2004 marquèrent la fin de la première phase postcoloniale. Si la portée de ces changements à la tête de l'État est incertaine, leur charge symbolique n'est pas négligeable, tant au niveau de l'histoire namibienne que de la culture politique de la région.

LE VOTE

Lors des élections d'automne 2004, 977 742 électeurs inscrits étaient recensés – ce qui est considérable. En effet, au dernier recensement de 2001, la Namibie comptait 1,8 million d'habitants, dont 51 % avaient moins de 17 ans. Par ailleurs, beaucoup d'électeurs potentiels n'étaient pas encore inscrits⁵. Pour la première fois, la liste des votants était consultable électroniquement dans à peu près 300 bureaux de vote. Excepté quelques

perturbations, le système informatique a bien fonctionné, et l'informatisation de l'ensemble des bureaux de vote lors des prochaines élections devrait éliminer un autre point de contention.

Les élections de novembre se sont déroulées dans le calme. Dès le premier jour, les électeurs, en particulier ceux dont les bureaux de vote n'avaient pas encore été informatisés, ont patienté pendant des heures, formant de longues queues pour aller voter. Les auxiliaires des bureaux, souvent des personnes relativement jeunes, ont donné l'impression d'un grand professionnalisme. Ceux avec qui j'eus l'occasion de parler montrèrent une bonne connaissance des règles électorales et étaient très attentifs à ce qu'ils faisaient. Selon les chiffres officiels, le taux de participation aux élections a atteint un niveau particulièrement élevé, 84,4 %. Le décompte des voix fut en conséquence plus long que prévu et souffrit de quelques pannes, de sorte que le résultat final officiel dut être plusieurs fois revu. Mais, en définitive, ces révisions n'affectèrent pas de façon significative la répartition des sièges au Parlement ou le résultat de l'élection présidentielle. La Swapo a réaffirmé sa domination électorale de 1999 et s'est assurée de nouveau une majorité de trois quarts à l'Assemblée nationale. L'opposition a clairement échoué dans son objectif d'empêcher la Swapo de s'arroger les deux tiers des sièges : le CoD a perdu deux sièges et la DTA, trois. Les partis qui avaient constitué la DTA en 1999 ne gagnèrent dans l'ensemble qu'un siège de plus, tout comme l'UDF⁶.

Pourtant, en décembre 2004, en raison de plusieurs défaillances informatiques au niveau du décompte des voix, le CoD et le RP ont déposé une plainte auprès de la Haute Cour

de justice, réclamant l'annulation du scrutin électoral ou un recompte des suffrages exprimés. La commission électorale fut très lente à fournir les documents nécessaires et, en février, il apparut que la procédure judiciaire pourrait s'étendre jusqu'après le 21 mars, jour de la prestation de serment du nouveau président et de la nouvelle Assemblée nationale. Vu que le mandat du Parlement sortant s'achevait le 20 mars, cela aurait créé une situation de vacance du pouvoir. La rumeur selon laquelle Sam Nujoma allait profiter de cette situation pour se maintenir au pouvoir (ou bien qu'il décréterait l'état d'exception) se répandit vite dans la capitale, Windhoek. Déjà, peu avant les élections, la rumeur courait que Nujoma préparait un attentat contre un homme politique important, afin de pouvoir décréter l'état d'exception; début mars 2005, on apprenait que d'anciens membres d'un groupe d'élite de la Plan avaient pour objectif d'assassiner Nujoma et Pohamba, rumeur qui renvoyait clairement cette fois aux différends au sein de la Swapo et qui devait servir à discréditer les adversaires de Nujoma.

Malgré tout, la justice namibienne ne se laissa impressionner ni par les retards de la commission électorale, ni par la persistance des rumeurs. Après plusieurs étapes procédurales, la Haute Cour annula les résultats des législatives le 10 mars et ordonna un nouveau décompte des voix sous dix jours, c'est-à-dire avant la fin de la législature. Ce nouveau décompte ne changea rien : s'il y a eu quelques révisions mineures, la répartition des sièges n'en a pas été affectée pour autant.

Toutefois, cette décision courageuse surprit tout le monde et fut saluée par l'ensemble de la presse, y compris par le journal gouvernemental *New Era*, comme une preuve de

l'indépendance de la justice et de la vigueur de la démocratie namibienne. En fait, les juges firent montre à la fois de grande fermeté et de beaucoup de tact. D'une part, leur verdict adressait un message clair au parti au pouvoir et à la commission électorale, reprochant aux uns leur autoritarisme, aux autres leur laxisme. D'autre part, les juges n'ordonnèrent pas une reprise du scrutin : s'ils ne donnaient pas entière satisfaction aux plaignants, ils évitaient toutefois une vacance du pouvoir, constitutionnellement imaginable, mais politiquement risquée.

La décision de la Haute Cour est un signe supplémentaire du nouveau rôle de régulateur joué par la justice en Namibie. Dans cette démocratie à parti unique, il revient de plus en plus aux tribunaux de contrôler le gouvernement dont les membres se recrutent dans les rangs du Parlement. Plus de la moitié des parlementaires sont donc ministres ou ministres adjoints, ce qui diminue les chances d'un contrôle de l'équipe gouvernementale par le Parlement. Or, ces dernières années, la justice s'est interposée à plusieurs reprises pour annuler des décisions prises par le gouvernement. Ce dernier a tenté parfois de passer

outre les jugements rendus, mais, au bout du compte, les tribunaux ont toujours fini par imposer leurs décisions.

LES DÉFIS DE LA NOUVELLE LÉGISLATURE

La grande question de la prochaine législature est celle de savoir comment, politiquement et structurellement, Hifikepunye Pohamba pourra s'affranchir de l'ombre de son prédécesseur. Sam Nujoma, de son côté, a pris soin d'éviter que la transition entre les deux présidents ne soit trop abrupte. Il demeurera président de la Swapo jusqu'en 2007 et, depuis ce poste d'observation, pèsera certainement de tout son poids dans les décisions clés. De plus, en tant que président du parti, il a le droit de désigner dix députés ; il va sans dire que les membres Swapo de la nouvelle législature lui sont donc largement acquis. Par ailleurs, il a su écarter du Parlement les tenants de l'opposition au sein même du parti et les remplacer par une nouvelle génération relativement inexpérimentée, qui doit travailler à définir son propre profil politique. Ainsi, le fait que tous les ministres et vice-ministres soient des parlementaires réduit la marge de manœuvre

Les résultats des élections

	Candidats 2004	Présidentielle 1999	Présidentielle 2004	Répartition des sièges au Parlement 1999	Répartition des sièges au Parlement 2004
Swapo	H. Pohamba	76,7 %	76,4 %	55	55
CoD	Ben Ulenga	10,6 %	7,3 %	7	5
DTA	Katuutire Kauria	9,7 %	5,1 %	7	4
Nudo	K. Riruako	-	4,2 %	-	3
UDF	Justus/Garobeb	3,0 %	3,8 %	2	3
RP	Henk Mudge	-	1,9 %	-	1
MAG	Kosie Pretorius	-	1,1 %	1	1

de Pohamba qui, en tant que président de la République, ne peut désigner que six députés sans droit de vote. Dans une interview de mars 2005, il dit regretter cette situation, soulignant qu'il aurait préféré pouvoir en choisir au moins une douzaine⁷ – regret qui peut être compris comme une critique adressée à Nujoma et à ses dix députés.

Ainsi, les liens personnels que le président sortant entretient avec les personnalités clés de la nouvelle législature ne laisseront pas les coudées franches à Pohamba, surtout s'il adopte des mesures contraires aux souhaits de Nujoma. Toutefois, les critiques qui ne voient en lui qu'une marionnette de l'ancien président sont abusives : Pohamba est un homme du parti, et il a lui-même clairement affirmé qu'il se considérait d'abord et avant tout comme un « camarade ». Parce que la politique de Nujoma reste la politique de la Swapo, on ne devrait pas attendre de changements majeurs à ce niveau-là. « Je n'ai pas de succès personnels. Ma vie s'est toujours inscrite dans des buts collectifs avec d'autres », a-t-il déclaré au moment de la désignation des candidats en avril 2004.

À la différence de beaucoup d'autres hommes politiques africains, Pohamba parvient malgré tout à rester crédible et fait figure d'homme libre et intègre, certes animé d'ambitions personnelles, mais fidèle à la Swapo. S'il est donc peu probable qu'il s'oppose à Nujoma, il imprimera tout de même son style dans la gestion des affaires de la cité. Ses premiers discours présidentiels montrent que la lutte contre la corruption et le népotisme fait partie de ses préoccupations. S'il est certain qu'il ne changera pas les habitudes du jour au lendemain, il montre aux Namibiens qu'aucune transgression ne sera tolérée dans ce

domaine. Pourtant, la tâche est ardue car la Swapo, en se réorganisant en parti après l'indépendance, a laissé se développer la corruption et les pratiques clientélistes. La réconciliation nationale, à l'ordre du jour au cours des premières années de l'indépendance, est visible dans la répartition des ministères comme dans la culture politique en général. Mais la Swapo a toujours fait preuve d'autosuffisance et de corporatisme, en excluant notamment tout adversaire à l'intérieur comme à l'extérieur du parti. Par exemple, ces dernières années, le gouvernement n'a cessé de renforcer sa mainmise sur la direction des entreprises publiques, et ce avec beaucoup de succès. Les directeurs ou présidents de Nored, Agribank, Roads Authority et Air Namibia ont été congédiés avant la fin de leur mandat et remplacés sur ordre des ministres en charge des dossiers respectifs. À comparer l'ancienne équipe au pouvoir et la nouvelle, on comprend que ces changements de direction ne répondent pas au seul souci de remercier des managers incompétents ; ils sont en partie des sanctions prises contre les opposants au président et ceux qui soutenaient ouvertement Hamutenya. Parmi les nouveaux responsables d'entreprises publiques désignés, plusieurs se distinguent plus par leurs bons rapports avec le gouvernement et Nujoma que par leurs réelles compétences. Notons aussi que le corps diplomatique, le commandement militaire et – depuis longtemps – les services secrets⁸ ont aussi été concernés par ces changements de direction.

Le fait d'avoir été portés au pouvoir par les trois quarts de la population rend beaucoup de responsables de la Swapo hermétiques à toute critique. À ce propos, les déclarations



incendiaires du chef des Jeunesses Swapo, Paulus Kapiyah, qui s'est vu « offrir » sa place sur la liste du parti par Nujoma, sont révélatrices de cette attitude, tout comme le contenu des nombreux discours de campagne de l'ancien président. La presse privée et les organisations de défense des droits de l'homme en prennent régulièrement pour leur grade, sans que des atteintes graves à la liberté d'expression aient été jusque-là signalées.

En matière de corruption, le nord du pays est particulièrement touché : les hommes d'affaires qui exportent des marchandises vers l'Angola (ainsi que des Angolais faisant des affaires en Namibie) ont appris aux douaniers à se faire payer pour toute transaction. Certes, le chef de la perception du Nord a été destitué après avoir empoché les taxes de plusieurs grandes entreprises pendant des années. Par ailleurs, en 2004, une commission d'enquête a révélé que les membres de la Development Brigade Corporation – une entreprise créée par l'État dans les années 1990, chargée de trouver des emplois aux anciens combattants de la Plan – s'étaient enrichis illégalement en se partageant les deniers publics.

Cependant, la première tâche du nouveau président sera de colmater la brèche qui s'est ouverte au sein de la Swapo et de résorber les querelles intestines. Ce ne sera pas facile, même s'il est plus apte que Nujoma à réaliser ce rapprochement. En effet, Pohamba s'est toujours abstenu de prendre une part trop active aux luttes préélectorales du parti et a toujours plaidé l'unité et la réconciliation. Parmi les ministres qu'il a choisis figure Helmut Angula, partisan de Hamutenya ; Nahas Angula, le troisième candidat à la présidence, s'est vu offrir le poste de Premier

ministre, décision perçue comme une récompense pour son soutien à Pohamba au second tour des préélections ; Hage Geingob, par contre, l'ancien Premier ministre limogé par Nujoma, qui avait quitté son poste à l'Onu pour réintégrer les rangs du cabinet, ne figure pas dans le gouvernement.

Ainsi, en plus de ces dissensions internes, le nouveau gouvernement va devoir relever de nombreux défis : la lutte contre le sida, l'intégration internationale et la politique commerciale, l'assainissement des entreprises publiques ou encore la lutte contre une criminalité galopante. Les principaux chantiers à mettre en œuvre concernent avant tout l'économie et la redistribution des ressources productives. Pendant les années Nujoma, de nombreux projets de construction d'infrastructures ont été mis sur pied, les derniers concernant le prolongement du chemin de fer jusqu'à la frontière angolaise, les travaux d'achèvement du port de Walvis Bay et l'extension de plusieurs aéroports. Grâce à ces infrastructures, la Namibie est devenue un centre important de transit de marchandises, aidée en cela par les changements politiques en Angola qui ont eu de fortes répercussions sur l'économie namibienne. Cependant, excepté la création d'une poignée d'entreprises et de quelques emplois pour la plupart peu qualifiés, les retombées économiques avantagent surtout les commerçants portugais, chinois, pakistanais ou sud-africains qui ne réinjectent pas leurs bénéfices dans l'économie du pays. L'importation de produits finis reste la seule contrepartie à l'exportation de matières premières, de viande et de produits issus de la pêche. Le secteur important du tourisme, quant à lui, souffre de prix élevés et de la force du rand sud-africain, auquel le dollar namibien est lié.

Aussi la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement s'est-elle réduite. En 2004, et ce pour la première fois dans l'histoire du pays, la Namibie n'a pas dégagé de budget additionnel, les recettes étant nettement en dessous des prévisions. Les rentrées fiscales sont fort limitées, car l'impôt est presque exclusivement acquitté par les moyennes et grandes entreprises. Beaucoup de municipalités n'ont pu équilibrer leur budget que grâce à un appui financier de l'État, en raison de leur incapacité à amener les habitants à régler leurs factures d'eau et d'électricité.

Une des autres priorités du gouvernement concerne la redistribution des ressources entre les différents groupes d'intérêts namibiens : au premier chef, la réforme agraire et l'« *affirmative action* » dans les secteurs industriel et tertiaire. Pohamba, qui fut ministre en charge des Affaires foncières, était jusqu'à son élection à la présidence le principal artisan de la réforme agraire. Le gouvernement a dû essayer des critiques acerbes de la part des syndicats, qui estimaient que l'État ne se préoccupait pas assez du partage des terres arables. En 1991, les quelque 4 200 grands fermiers présents en Namibie possédaient 44 % des terres ; depuis, le gouvernement n'a racheté que 7,4 % des terres pour les redistribuer à de petits exploitants⁹. Comme dans les pays voisins, notamment l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, il s'agit ici de concilier, d'une part, la justice sociale et, d'autre part, le maintien de la productivité agricole. Ce problème est d'autant plus difficile à régler dans le contexte namibien que la marge productive de la terre est infime par rapport au prix qu'elle coûte. Trois facteurs sont à l'origine de cette inflation : tout d'abord, de riches exploitants européens et américains sont acheteurs ; ensuite, les

besoins de l'industrie du tourisme font appel à un savoir-faire spécialisé et à d'autres circuits que l'exploitation agricole ; enfin, la nouvelle bourgeoisie noire a tendance à investir dans des fermes qu'elle n'exploite pas nécessairement. Ainsi, ceux qui achètent une ferme à crédit au prix du marché ne pourront pas espérer rembourser ce crédit sur la seule base de l'exploitation de la terre. Le rachat de fermes, en conclut Robin Sherbourne, est devenu « un loisir d'homme riche¹⁰ ». Tout cela complique encore la question de la redistribution des terres, puisque la pression de l'opinion en faveur d'une réforme agraire intégrale ne faiblit pas. La situation en Namibie est toutefois très différente de celle au Zimbabwe. Tout d'abord, le pays est beaucoup moins peuplé que son voisin, la plupart des terres namibiennes ne sont pas arables, et les terres les plus riches se trouvent dans les régions communales du Nord. Ensuite, le gouvernement sait que l'économie souffrirait gravement d'un exode des fermiers blancs qui, pour la plupart, font preuve de pragmatisme, conscients qu'une opposition totale à une réforme foncière ne servirait pas, à la longue, leurs propres intérêts. Cependant, l'année dernière, la réforme agraire est entrée dans une « nouvelle phase » ; en effet, il s'agit moins désormais de racheter à l'amiable la terre que d'adopter une politique d'expropriation contre indemnisation. Les effets de ces expropriations ne sont toujours pas connus, les fermes visées par ces mesures non plus, ni ceux à qui cette réforme profitera vraiment. Mais il est certain que, sous Pohamba, on n'assistera pas à des expropriations massives sans que les fermiers blancs soient indemnisés.

Un autre facteur important sur le plan économique concerne les mesures destinées



à placer des personnes issues des groupes persécutés sous le régime de l'apartheid aux postes de direction des entreprises. Cependant, la législation portant sur le Black Economic Empowerment de 1998 reste pour l'heure une déclaration d'intention. Les anciennes victimes de la ségrégation raciale ont plutôt vu leur nombre diminuer dans les sphères dirigeantes des entreprises depuis 2000, avec une exception notable au niveau des grandes entreprises d'État. Le principal problème est qu'il y a un manque patent de personnes qualifiées, ce qui rend l'application de la législation difficile pour les entreprises. Aussi est-ce dans un contexte tendu que l'on attend de voir le succès des efforts engagés par le gouvernement dans le secteur éducatif¹¹.

Toutefois, le défi majeur et le plus délicat à relever sera le renforcement de l'économie nationale. Malgré la rhétorique de la Swapo souvent empreinte de socialisme africain, la Namibie a fait le choix d'une plus grande intégration au marché mondial, favorisant ses exportations de matières premières et encourageant la suppression des barrières commerciales. Cependant, cette stratégie n'a permis qu'une croissance économique lente et a été très critiquée en raison de sa tendance à creuser les inégalités sociales. Le taux de chômage oscillerait entre 30 et 40 % et le niveau des salaires reste très bas par rapport au coût de la vie, et ce malgré l'existence de lois de protection des travailleurs assez strictes. De plus, le taux élevé de personnes vivant avec le VIH/sida aggrave encore la situation¹².

Les problèmes décrits ici ne sont pas nouveaux, pas plus que les solutions proposées par Hifikepunye Pohamba. Le nouveau président s'inscrira dans la continuité et

s'alignera sur les positions de son prédécesseur et du parti. Son courage et sa détermination décideront si sa présidence sera l'occasion de percées notables ou un moment de stagnation; cela dépendra aussi de sa capacité à remodeler les vieilles structures de la Swapo et à s'opposer à Sam Nujoma si nécessaire. L'expérience du changement à la tête de l'exécutif à la suite d'élections transparentes renforce la toute jeune démocratie namibienne, et ce même si « un nouveau vieux » est finalement au pouvoir.

Gregor Dobler

Centre d'études africaines de Bâle,
Suisse

Traduction de Henri-Michel Yéré

* Je remercie Jutta Dobler, John Grobler, Henri-Michel Yéré et Didier Péclard pour leur aide et leurs commentaires. Le traducteur, Henri-Michel Yéré, remercie Mirella Malstein et Frédéric Anklin pour leur précieuse contribution à son travail.

1. Voir le résumé du programme du parti préparé par l'EISA (Electoral Institute of Southern Africa),

<<http://www.eisa.org.za/eu200401nam.pdf>> (5 juin 2005).

2. H. Hamutenya, *Socialist Thought and Application: Ideology and Policy in China and Tanzania*, thèse de maîtrise, Montréal, université Mc Gill.

3. Jusqu'alors, la photo de chaque candidat apparaissait sur le bulletin de vote de la présidentielle, et seuls les symboles des différents partis figuraient sur celui des législatives. Un stratège de la commission électorale proposa que la photo du président de chaque parti apparaisse aussi sur le bulletin de vote des législatives – de sorte qu'on retrouve la photo de Nujoma sur le bulletin des législatives.

4. Les combattants de la Plan optaient souvent pour des tactiques de guérilla; basés en Angola, ils avançaient en petits groupes pour des attaques ciblées dans le nord de la Namibie. Ces opérations clandestines trouvaient le soutien d'une grande partie de la population près d'Oshikango.

5. Ce qui suscita la critique de l'opposition et fut l'un des points de contention après les élections. Pour s'inscrire, il était nécessaire de se procurer des documents officiels ou bien une déclaration sous serment de deux témoins. À peu près 30 % des électeurs se sont inscrits de cette manière et, parmi eux, il est probable que de non-Namibiens se

soient inscrits pour le scrutin. Dans la région d'Oshikango, il n'est pas inhabituel de voir des citoyens angolais traverser la frontière pour participer au vote, étant donné que beaucoup possèdent deux passeports et vivent de manière intermittente des deux côtés de la frontière.

6. Les résultats des élections aux Conseils régionaux, qui eurent lieu deux semaines après la présidentielle et les législatives, furent encore plus parlants. La Swapo remporta 14 régions et obtint 96 sièges sur les 106 à pourvoir, la DTA en perdit 14 et arriva en deuxième position, l'UDF gagna dans 5 (+ 1) régions et le Nudo dans 3 (+ 3) régions. La Swanu put défendre de manière effective son seul mandat.

7. Voir R. Sherbourne, « *Insight* interviews president-elect Hifikepunye Pohamba », *Insight Namibia*, 23 mars 2005, p. 23.

8. Lire P. ya Nangoloh, « Pohamba. A straightjacket president ? », <<http://www.nshr.org.na>> (5 juin 2005).

9. L. Mambo Sachikonye, « Land reform in Namibia and Zimbabwe », in J. Hunter (ed.), *Who Should Own the Land ?*, Windhoek, Konrad-Adenauer-Stiftung et Namibia Institute for Democracy, 2004, p. 64-82.

10. R. Sherbourne, « A rich man's hobby », IPPR Opinion Paper n° 11, décembre 2003, <[http://www.ippr.org.na/Opinion Pieces/Opinion11.pdf](http://www.ippr.org.na/Opinion%20Pieces/Opinion11.pdf)> (5 avril 2005).

11. Un ambitieux programme avait été mis en place par le ministre de l'Éducation Nahas Angula en mars, peu avant la fin de la législature.

12. Le taux de séroprévalence parmi les adultes est estimé à 21,3 % par l'Unaid (d'après *Epidemiological Fact Sheet on HIV/Aids and sexually transmitted infections, 2004 Update, Namibia*,

<<http://www.who.int/GlobalAtlas/PDFFactory/HIV/index.asp?strSelectedCountry=NA>>).